

Communiqué de presse

Rapport du Conseil fédéral sur un péage routier en Suisse

Inutile et sans effet

Berne, 16.03.07 – routesuisse – Fédération routière suisse FRS considère un péage routier dans les villes suisses comme une mesure dirigiste et antisociale. Elle y voit également un nouvel impôt. Si effectivement un péage type road pricing devait être réalisé en Suisse, il faudrait qu'il en résulte en avantage concret et effectif pour les automobilistes.

routesuisse est extrêmement surpris par le fait que le rapport publié vendredi sur la possible introduction d'un péage routier en Suisse ne mentionne à nulle part que le trafic routier couvre complètement les coûts qu'il occasionne aux niveaux de l'infrastructure, des véhicules et de leur exploitation, de la sécurité ainsi que des pertes de temps. Des études récentes de l'Office fédéral de la statistique et de l'Office du développement territorial confirment pourtant ce fait.

En tenant compte du rendement pour les consommateurs (12 milliards de francs selon le PNR 41 «Transports et environnement») que le trafic apporte globalement aux usagers sous la forme de gains de temps et d'argent, le trafic ne supporte pas seulement les coûts prétendument non couverts de cinq à six milliards de francs (selon le rapport précité et le compte des transports), mais il génère même un excédent net positif de six à sept milliards.

En d'autres termes, il est inadmissible pour routesuisse de justifier un péage routier par ladite internalisation de coûts prétendument non couverts des véhicules à moteur légers (par analogie à la taxe poids lourds frappant les véhicules de plus de 3,5 tonnes) puisque ces coûts sont déjà couverts. Il n'est donc pas acceptable que la Confédération se serve du péage routier comme d'un nouvel instrument de financement.

L'objectif du péage routier dans la forme prévue ici est d'inciter la population et l'économie à renoncer au trafic routier privé. En effet, celles et ceux qui refusent de payer le prix de ce péage doivent s'arranger autrement. Ils sont censés choisir un itinéraire de remplacement – pour autant qu'il en existe un – ou utiliser les transports publics – pour autant qu'une offre adéquate soit disponible. Le but final est de les faire renoncer totalement à leurs trajets. Voilà une intervention totalement dirigiste aux yeux de routesuisse.

Le péage routier est censé réduire les bouchons dans les villes. Il fonctionne selon le principe suivant: les automobilistes qui ne veulent pas payer le prix renoncent à emprunter la route. Mais il existe aussi des automobilistes qui n'ont pas les moyens de s'acquitter d'un tel péage pour chaque trajet en ville. Ainsi, seules les personnes aisées peuvent continuer de se rendre en ville avec leur voiture. Les villes contraignent en revanche les gens à revenu modeste à emprunter les transports publics. Pour routesuisse, cette politique est antisociale.

routesuisse ne peut soutenir l'introduction d'un péage routier que dans la mesure où ce nouvel impôt entraîne une réelle plus-value pour ceux qui s'en acquittent, par exemple, le droit d'utiliser des voies de circulation supplémentaires réservées ou la construction de nouvelles liaisons routières sous la forme de ponts, de tunnels ou d'autres routes.